

déclare qu'il entre dans la Ligue, et, pour se venger de l'indépendance de Genève, prétend joindre à ses États la Provence et le Dauphiné. Plus on est faible, plus on devient violent. Les Seize redoublent de zèle, épurent le parlement suspect de modération, et pendent trois de ses magistrats (1591). Justement épouvantés, presque tous les autres s'échappent, rejoignent à Tours leur président Achille de Harlay, et se rallient ouvertement au roi de Navarre. Sur ces entrefaites, le pape Sixte-Quint vient à mourir; avec lui la Ligue perd encore un soutien dont elle n'était plus digne, et Henri IV envoie le cardinal de Gondi pour ouvrir des négociations avec son successeur. En vain Mayenne, pour réparer ses malheurs, casse le conseil des Seize, fait exécuter quatre des plus mutins, relève la discipline militaire, assure les subsistances, déjoue les stratagèmes des assiégés, et hâte la réunion des états généraux. Lui-même, au fond, trouve son frère assez vengé, et ne demande qu'un roi catholique approuvé par le pape. Bien que circonvenus par les agents de l'Espagne, les députés se prononcent nettement dans le même sens, accueillent avec faveur les offres du Béarnais, se révoltent contre celles de Philippe II, qui demande la couronne de France pour sa fille, et qui propose après coup de la marier au jeune duc de Guise. Henri IV a prévenu cette tentative par sa résolution déclarée de se convertir, par son abjuration à Saint-Denis (1593), enfin par un pèlerinage public au calvaire de Montmartre. Le reste du parlement reconnaît solennellement le roi. Les états se séparent, déclarant ainsi que leur mission est remplie par les événements, et qu'il n'y a plus d'exception à faire à la grande loi de l'hérédité.

CXXX. Mayenne n'attendait plus que la décision du pape : il sortit de Paris, qu'il livra aux dernières fureurs des Seize, et à Farnèse, venu trop tard pour en prendre possession. La capitale se hâta d'ouvrir ses portes à son roi, qui y entra sans répandre une goutte de sang, et qui l'arracha aux horreurs de l'anarchie (1594). Lui-même, d'une fenêtre de la porte Saint-Denis, vit défiler les Espa-

gnols, et, apostrophant leurs ambassadeurs : « Allez, Messieurs, leur dit-il, recommandez-moi à votre maître; mais n'y revenez plus. » Le premier soin du vainqueur fut de rendre visite aux dames de Guise, et de désarmer par sa galanterie ces ennemies si courageuses pendant le siège. Pressé de pacifier le royaume, il offrit d'honorables conditions à Mayenne et au jeune duc de Guise, échappé de Tours. Leur honneur ayant été satisfait par une dernière et malheureuse rencontre de cavalerie à Fontaine-Française (1595), et leur conscience étant mise à l'abri par l'absolution du roi solennellement prononcée à Rome, ils acceptèrent, l'un le gouvernement de l'Île-de-France, trois places de sûreté et le paiement des dettes contractées pour la Ligue, l'autre le gouvernement de Provence et le titre de grand amiral. Ces larges dédommagements les consolèrent de n'avoir pu conserver la Champagne et la Bourgogne, qui, peuplées de leurs partisans et remplies du souvenir de leurs pères, seraient devenues entre leurs mains de véritables fiefs héréditaires.

CXXXI. Mayenne vint voir son ancien rival au château de Mouceau, près de Meaux. Il fut reçu à bras ouverts; mais, chargé d'embonpoint et souffrant d'une sciatique, il suait à grosses gouttes en suivant le roi dans les allées du parc. Celui-ci s'en aperçut, et lui tendant la main : « Touchez là, lui dit-il; car, par Dieu! voilà toute la vengeance que vous recevrez de moi. » Et de fait il n'en méritait pas davantage, le brave guerrier qui, au lieu de prendre la couronne, n'avait voulu pour son pays « qu'une bonne et catholique paix ». Désormais Henri IV n'eut pas de meilleurs amis que les Guises, et cette famille, qui avait été si près de monter sur le trône, sembla n'avoir plus, comme au temps de François I, d'autre mission que de le servir fidèlement. Toutefois l'air de la cour et du pouvoir avait épuisé la sève qu'elle avait à son berceau, et, cessant de grandir, elle était bien près de s'éteindre.

CXXXII. La France pacifiée, restait à chasser les ennemis du dehors. Les Espagnols venaient de surprendre Amiens. Volant

à Henri IV un stratagème inventé au siège de Paris, ils déguisent des soldats en paysans chargés de vivres. Les bourgeois affamés ouvrent une porte, et se ruent sur un sac de noix répandu comme par mégarde. Les faux paysans désarment ces étourdis, demeurent maîtres de la porte; un corps de troupe caché dans le voisinage accourt à leur aide, et s'empare de la ville (1597). Cet accident répandit la terreur jusqu'aux portes de Paris. « Allons, dit Henri, c'est assez faire le roi de France; il est temps de faire le roi de Navarre. » Et, quittant sa cour, il se mit en campagne pour réparer cette surprise. Mécontents de sa conversion, les incorrigibles huguenots désertèrent son drapeau, et se montrèrent à leur tour disposés à pactiser avec l'Espagne. Mais leur vide fut plus que comblé par les ligueurs sincèrement ralliés à la couronne et par l'illustre Mayenne en personne. Amiens fut repris (1597). Même succès à la frontière de Savoie. Le brave Lesdiguières laissa les Piémontais construire paisiblement le fort des Barraux; l'ouvrage terminé, il l'enleva avec artillerie et munitions, et donna aux frais de l'ennemi un puissant rempart au Dauphiné.

CXXXIII. N'espérant plus vaincre la France, et regrettant d'avoir si mal profité de ses guerres civiles, Philippe II signa la paix à Vervins, aux mêmes conditions qu'à Cateau-Cambrésis (1598). L'activité surhumaine qu'il avait déployée pendant ces quarante années était restée sans succès. S'il avait pu réunir à l'Espagne le Portugal avec ses colonies, l'empire des deux Indes ne l'avait pas rendu plus fort en Europe. La France, dont il avait attisé les dissensions, en sortait plus jeune et plus vigoureuse. Une tempête affreuse avait anéanti la flotte et l'armée dont il s'était flatté d'écraser l'Angleterre. Rejeté de Dieu, ce superbe champion de son Église mourut chargé d'années et d'inutiles labeurs.

CXXXIV. La même année, Henri IV assura par l'édit de Nantes la paix religieuse du royaume (1598). Traitant les huguenots avec toute la douceur due à d'anciens frères d'armes et ne voulant pas les punir de leurs récentes infidélités, il leur laissa des places

de sûreté, une chambre mi-partie réformée dans chaque parlement, enfin la liberté de s'assembler, de délibérer, d'avoir des députés auprès de la couronne et d'être en relations avec les coreligionnaires de l'étranger. Ces incroyables privilèges, que les catholiques auraient pu à bon droit leur envier, ne les consolèrent pas de la conversion d'Henri IV. Dépouillés en un seul jour de l'influence décisive d'un grand parti politique et national, abandonnés sur-le-champ de presque toute la noblesse, ils ne se virent pas sans dépit réduits à un groupe mesquin de marchands, de petites villes, de seigneurs du second ordre, et nourrirent secrètement l'espoir de se venger plus tard. Pourtant qui pouvaient-ils accuser de leur disgrâce? Pour écraser leurs adversaires, ils n'avaient épargné ni violence, ni assassinats, ni alliances étrangères, ni intervention d'un pouvoir perfide. Ces armes les avaient bien servis; au contraire, en les employant pour se défendre, les ligueurs avaient succombé : ceux qui avaient appelé les Anglais et tué les Guises l'avaient emporté sur les alliés des Espagnols et sur l'assassin d'Henri III.

CXXXV. Cependant, dès qu'il s'était agi non plus de se détruire, mais de vivre en paix sincère, l'hérésie, exposée à flotter dans l'insaisissable variété des opinions, restait condamnée à chercher force et unité dans l'extirpation de toute doctrine contraire à la sienne et dans une guerre implacable à l'Église, tandis que les catholiques retrouvaient leur noble privilège de savoir seuls régner par la douceur et par la persuasion. Impossible pour un calviniste sérieux, la tolérance cessa donc de l'être pour Henri IV du jour de sa conversion. Fort de l'appui de tous les bons citoyens, il imposa la paix aux huguenots et leur garantit la liberté de leur culte, à condition qu'ils renonceraient à leurs perpétuelles attaques contre la religion et contre l'État, et à tout prosélytisme violent ou corrupteur. Le saint-siège éprouva bien quelque peine à voir ainsi consacrée la séparation de ces enfants égarés qu'il avait longtemps espéré ramener sous son autorité paternelle; mais le malheur était consommé, et la géné-

politique, divisé par l'impiété des uns, par l'insubordination des autres, et par suite à la merci de l'anarchie ou du pouvoir absolu. A l'étranger, sous le drapeau de l'hérésie, les réformés exerçaient ouvertement leur ambition et leur égoïsme, et trouvaient ainsi entre eux une apparence de liberté. En France, la vérité, plus difficile à satisfaire, ne voulant

pas être servie à demi, encore moins l'être par intérêt, allait répondre à l'effort des vertus individuelles par une magnifique expansion de génie et de puissance; mais la liberté complète et la vraie grandeur nationale, dont elle seule est également dépositaire, n'étaient pas faites pour les incorrigibles héritiers de Philippe le Bel.

LIVRE VI

RENAISSANCE CATHOLIQUE — LOUIS XIV

1598-1715

I. Par la soif de l'or et d'une domination universelle, l'Espagne s'était condamnée à la paresse et à la servitude. Impuissantes à conquérir l'Europe, ses armes n'avaient fait que développer la vigueur militaire de la Hollande et de l'Angleterre, comme jadis celles de l'Autriche avaient suscité la Suisse. Non moins despotiques qu'elle sur le terrain de la théologie, les États réformés, après avoir anéanti dans leur fureur iconoclaste les monuments et les écoles de l'art chrétien, tournaient leur jeune activité vers les progrès de l'agriculture, les spéculations du commerce et de l'industrie, le trafic des mers et tout ce que la science peut inventer pour le progrès matériel de l'homme. Amasser et dominer, telle était toujours leur devise, et ceux que ces biens terrestres ne consolait pas de la perte des richesses spirituelles étaient voués à d'impitoyables persécutions. La France, au contraire, ouvrait à la fois un asile hospitalier aux négociants et aux fabricants du Nord, aux artistes, aux poètes, aux saints du Midi. Le génie des affaires revivait à côté de Henri IV dans son fidèle et laborieux serviteur Sully,

ennemi de toute prodigalité, restaurateur des finances, protecteur intelligent du commerce et de la culture; mais l'esprit large et brillant du roi tempérant l'âpre économie du ministre, et conservait à la France dans sa prospérité quelque chose de plus noble que ses voisins. Par leurs soins, le canal de Briare réunit la Loire à la Seine; les routes et les ponts furent remis en état; des pépinières de mûriers blancs peuplèrent le Languedoc et la Provence; le trésor dota des manufactures de cristal, de drap d'or, de tapisseries; enfin de hardis colons, portant le drapeau de leur patrie en Amérique, prirent possession de Terre-Neuve, et jetèrent les fondements de Québec au Canada. Les prêts à intérêt, devenus nombreux à la faveur des guerres de religion, furent consolidés pour le passé, interdits pour l'avenir. Ainsi l'industrie dut se développer avec ses propres forces, sans le fiévreux aiguillon du crédit, si dangereux pour le tempérament français. L'agriculture obtint une sage préférence: labourage et pâturage, telles étaient, suivant Sully, les deux mamelles de la patrie. Le sol, les eaux, les

ration nouvelle, née dans l'erreur, ne pouvait plus être reconquise que, comme les infidèles et les hérétiques des premiers siècles, par l'éloquence de la charité, du dévouement et des vertus évangéliques. La France eut le privilège d'être le théâtre de cette renaissance catholique toute spontanée, et de ramener à la foi, sans le secours de ses rois, ceux qui naguère l'avaient mise à deux doigts de sa ruine, et qui ailleurs poursuivaient sans pudeur l'extermination des catholiques.

CXXXVI. Au siècle précédent, malgré le pieux héroïsme de Jeanne d'Arc, le paganisme politique avait définitivement pris racine avec Charles VII et Louis XI, et fait à la liberté civile une irrémédiable blessure. A peine l'Église avait-elle subi cette déchéance temporelle, à peine les peuples avaient-ils repris

le cours interrompu de leur prospérité et de leurs découvertes, qu'ils furent minés par le paganisme des mœurs et des arts. Une seconde révolte éclata plus profonde que la première, attaquant à la fois l'autorité de Rome et des évêques, le célibat des prêtres et l'unité du mariage, déchaînant la guerre civile et ajoutant aux rivalités de nations les haines de sectes. En présence de l'anarchie, les hérésiarques sentirent eux-mêmes la nécessité

de réprimer par la force le dévergondage des idées; prenant parti avec ou contre eux, les souverains s'érigèrent partout en maîtres de la foi et des consciences, et étouffèrent sous un joug de fer la voix des docteurs et des universités, véritable chevalerie intellectuelle du moyen âge: de là des révolutions, d'atroces guerres civiles et le règne de la tyrannie spirituelle, la pire de toutes.

CXXXVII. Cette prétendue réforme porta à la société une atteinte plus profonde que le grand schisme. Non moins cruels que les Anglais, les huguenots laissèrent le territoire appauvri, dépeuplé, et, chose plus grave, ébranlèrent la foi et les vertus de famille jusque dans les derniers rangs de la nation. Parmi les bourgeois se propagea le dégoût des champs, la soif des honneurs et des fonctions publiques; dans

les communes, ainsi qu'au foyer domestique, s'insinua l'égoïsme, qui tue la vie publique et partant la liberté. Le revenu des terres diminua des deux tiers; celles qui produisaient du froment en abondance ne donnèrent plus que de maigres gerbes de méteil. Partout l'activité spontanée disparut; pour la remplacer avec leurs rouages et leurs machines, il fallut des siècles à l'industrie et à la centralisation. Cependant si, dans une

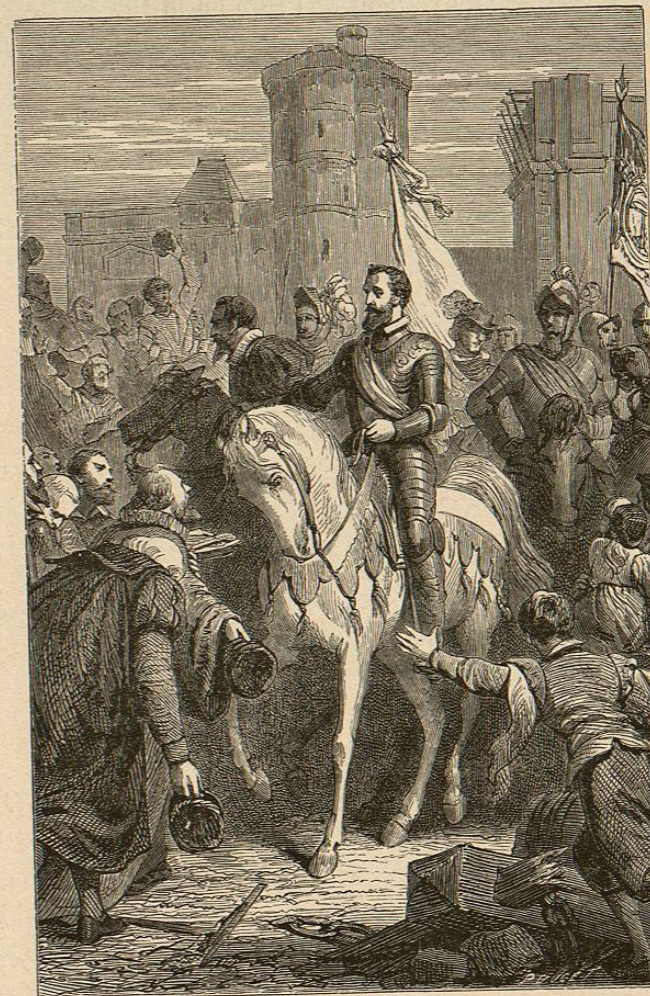


Attaque du faubourg Saint-Germain. (P. 244.)

première lutte, l'Église avait raffermi l'indépendance et l'unité du saint-siège, elle retrouva dans la seconde la chasteté de ses mœurs, l'héroïsme de ses vertus primitives, le zèle apostolique de ses moines, la pureté d'inspiration de ses orateurs. Par la persuasion, par le seul attrait de la sainteté et du sacrifice, elle reconquit les âmes que les autres se disputaient le fer à la main. En dépit des menaces et des violences, la France lui resta courageusement fidèle, et, après avoir jadis suivi ses rois dans la voie du schisme, cette fois elle les força de rentrer dans le giron catholique. En échange elle allait voir son clergé purifié, un champ glorieux ouvert au libre essor de ses artistes, la première place en Europe rendue à ses soldats et à ses écrivains. Seul asile de la liberté intellectuelle, elle n'avait rien à envier à ses voisins, et, si ailleurs la vie politique devenait le privilège d'une aristocratie exclusive, chez elle la royauté, dans sa puissance croissante, gardait surtout pour mission de représenter et de protéger les petits.

CXXXVIII. Toutefois ce triomphe de la vérité n'était pas complet. De là plus d'une tache à ce consolant tableau. Compromis par un alliage de mauvaises passions, les ligueurs avaient succombé par leur faute; et n'était-ce pas encore une ample récompense de leurs efforts et de leur dévouement que la conversion du roi, que l'incontestable supériorité

morale et intellectuelle de leur patrie? A leur place régnait un prince catholique par nécessité plutôt que par conviction, et avec lui ses amis les politiques, voués, comme leur nom l'indiquait, aux combinaisons et aux calculs temporels. La volupté, puissance fatale, gouvernait encore, sinon les lettres, du moins la



Entrée de Henri IV à Paris. (P. 246.)

cour, toujours digne de François I. Comme par le passé, les grands se montraient plus avides d'aventures que de gloire réelle, de complots que de travaux sérieux. Les magistrats restaient rampants en haine du saint-siège, et proclamaient bien haut le triomphe du droit divin. Si, en présence d'une nation qui abdiquait toute indépendance, Henri IV faisait preuve de modération, pouvait-on espérer longtemps la même vertu de ses successeurs? La tête ne devait-elle pas infailliblement leur tourner, et ne verrait-on pas

dans l'avenir se creuser de plus en plus l'abîme du despotisme et de la servilité? Au dehors, la perfidie de l'Espagne n'invitait-elle pas les Bourbons à la vengeance, et n'allait-elle pas faire d'eux les complices des violences protestantes, en attendant que, vainqueurs, ils pussent exploiter à leur tour le rôle tout aussi funeste de dominateurs catholiques? Tels étaient les dangers volontaires [d'un peuple brave, généreux, mais qui, au lieu de s'unir dans une même foi, dans un même esprit national et dans le sentiment commun de sa mission providentielle, restait sans but